

Braunthal, Gerard. *The West German Social Democrats, 1969-1982 : Profile of a Party in Power*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983, 350 p.

P. Létourneau

Volume 15, numéro 2, 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701676ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701676ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Létourneau, P. (1984). Compte rendu de [Braunthal, Gerard. *The West German Social Democrats, 1969-1982 : Profile of a Party in Power*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Replica Edition », 1983, 350 p.] *Études internationales*, 15(2), 437–439. <https://doi.org/10.7202/701676ar>

litaires sont contraints de se présenter comme un remède transitoire au « chaos » antérieur, comme État d'exception. Les velléités corporatistes font vite long feu en dépit de structures d'accueil favorables. La démocratie représentative constitue l'horizon inéluctable et les militaires doivent se préparer à rentrer à la caserne. La restauration civile emprunte plusieurs voies que recense Rouquié. L'État post-militaire ne vit pas moins à l'ombre des casernes; cette ombre conditionne la conduite des acteurs comme nous le montre la politique mesurée d'Alfonsín en Argentine. Il est plus facile de démilitariser le gouvernement que la société.

Ce sont là quelques lignes de force d'un ouvrage foisonnant d'idées et de faits, vivant de personnages et de situations, riche en anecdotes significatives. Le lecteur averti d'une situation nationale pourra critiquer certains éléments d'un condensé national particulier; il trouvera toujours de quoi se mettre sous la dent. Je ne connais aucun ouvrage qui embrasse aussi largement en ne tombant jamais dans la banalité. Prenons le chapitre d'ouverture: Rouquié esquisse avec une concision incisive les conditionnements sociaux du pouvoir en Amérique latine, mettant en évidence que l'autoritarisme commence dans la société civile, dans la verticalité des rapports sociaux: cette toile de fond est essentielle. Voilà un livre qu'il convient de recommander chaudement à tous ceux qui cherchent à comprendre non seulement le militarisme, mais l'Amérique latine.

Claude MORIN

*Département d'histoire
Université de Montréal*

EUROPE DE L'OUEST

BRAUNTHAL, Gerard. *The West German Social Democrats, 1969-1982: Profile of a Party in Power*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. "A Westview Replica Edition", 1983, 350 p.

Gerard Braunthal nous présente ce qu'il appelle modestement un « aperçu » du fonctionnement de l'organisation et de l'évolution du parti social-démocrate (SPD) au pouvoir de 1969 à 1982. Durant cette période ce parti s'est efforcé de maintenir un consensus interne entre ses différentes tendances sur les questions doctrinales, tout en courtisant de nouveaux segments de la société pour élargir sa base électorale. Longtemps identifié à la cause de la classe ouvrière, dont l'importance numérique décroît, il s'ouvre de plus en plus aux classes moyennes, aux jeunes, aux femmes, aux catholiques, aux fonctionnaires et aux professionnels. Comme tout parti politique parvenu au pouvoir, le SPD a été incapable de répondre aux attentes nombreuses de ses membres. Inévitablement, cette situation créa des frictions et des conflits entre les dirigeants et certains groupes associés au parti, notamment avec les Jeunesses socialistes (Jusos). En fait, chez celles-ci, il y eut une véritable rébellion: Braunthal accorde beaucoup d'importance à ce facteur qui a bousculé l'oligarchie du SPD, la forçant à accepter un peu plus de démocratie interne.

Deux grands thèmes se retrouvent au centre de cette étude. Premièrement, le SPD s'est transformé sous l'impulsion de facteurs extérieurs et de contraintes inhérentes à une participation à un gouvernement de coalition. L'évolution sociale et politique, la rébellion d'une partie de la jeunesse – et des Jusos – contre la société, l'apparition de nouvelles forces économiques et la récession de 1973, une bureaucratie et une élite industrielles peu portées à des changements majeurs: ces facteurs extérieurs ont provoqués des changements profonds dans l'organisation du parti, dans sa clientèle électorale, dans la répartition socio-économique de ses membres et dans son idéologie. De plus, ceux-ci ont grandement

conditionné les choix des dirigeants du parti pour ce qui concerne les politiques nationales et internationales. Toutes ces questions sont largement développées en relation avec un deuxième thème majeur qui se présente sous forme d'interrogation: est-ce que les partis politiques influencent substantiellement la formulation des politiques gouvernementales? Plus précisément, quelle utilisation le SPD a-t-il fait de son pouvoir et quel a été son empreinte sur le développement du pays? La conclusion à laquelle l'auteur aboutira: « les partis politiques allemands exercent de l'influence, même si celle-ci est modeste, sur l'orientation générale de la politique gouvernementale » (p. 295).

À l'origine, l'auteur se proposait d'étudier le SPD de 1969 à 1980, toutefois la chute prématurée du gouvernement Schmidt le força à reprendre son manuscrit à peine terminé et à ajouter la période 1980-1982. Quoique ces dernières années de l'ère social-démocrate ne soient pas étudiées de façon aussi approfondie que les précédentes – surtout pour ce qui a trait à la montée du pacifisme, du neutralisme et de l'écologisme qui bousculent le SPD – l'ensemble n'en demeure pas moins cohérent et satisfaisant. La démarche est rigoureuse et méthodique, les chapitres embrassent tous les aspects du sujet et sont soigneusement préparés; enfin, pour éclairer les résultats de ses analyses, l'auteur n'hésite pas à les confronter avec les principales théories sur le fonctionnement et l'impact des partis dans les systèmes politiques occidentaux. La bibliographie des ouvrages en anglais et en allemand est excellente, surtout pour les publications antérieures à 1982. Toutefois, on doit déplorer l'absence des principales contributions des spécialistes de l'Allemagne contemporaine qui écrivent en français, notamment, si l'on fait exception de l'importante étude historique de Joseph Rovani sur le SPD (d'ailleurs traduite en allemand), il n'est pas fait mention des livres ni des nombreux articles, tels que ceux de la *Revue d'Allemagne*, pourtant fort utiles pour comprendre l'évolution de toute la gauche allemande.

Bien que cette étude soit caractérisée par un grand souci d'objectivité, on perçoit à

l'occasion de la sympathie pour le centre-gauche et la gauche qui représentent l'opposition à l'intérieur du SPD durant cette période. Dans les dernières années de l'ère social-démocrate, de plus en plus d'adhérents de ce parti sont devenus « impatients » avec le chancelier Schmidt car ils constataient l'influence limitée qu'ils avaient sur les politiques intérieures et extérieures du gouvernement. Gerard Braunthal semble partager cette frustration et c'est sans doute la raison pour laquelle à notre sens il ne donne pas toute l'importance nécessaire à une contrainte décisive: la croissance sans précédent de la dette publique au profit du développement d'un des plus généreux systèmes de sécurité sociale au monde. En 1969, la dette publique s'élevait à 45 milliards de marks, en 1982 elle atteignait 320 milliards, et ceci en dépit d'un des taux d'inflation les plus bas de toutes les économies. La « générosité » des mesures a été telle que même une partie de la social-démocratie s'est inquiétée: en bonne partie pour indiquer leur désaccord, deux des plus importants ministres du parti, le ministre des Finances Alex Möller et le ministre de l'Économie Karl Schiller (la « locomotive électorale ») ont démissionné tour à tour. Contrairement à l'une des thèses majeures du livre, les critiques ne manquent pas aujourd'hui en Allemagne pour dénoncer l'influence exagérée des « socialistes » dans les gouvernements de coalition de cette période – même si les partis de l'Union chrétienne démocrate et chrétienne social (CDU et CSU) ont eux-mêmes contribué le plus souvent par leurs votes à l'adoption de ces lois ambitieuses au Bundestag.

Ce penchant de l'auteur l'amène à sous-estimer une deuxième contrainte décisive: il est important de rappeler que la politique extérieure – surtout l'Ostpolitik pour laquelle le parti a d'ailleurs eu un rôle important de l'avis même de Braunthal – a constitué le principal fondement de la coalition socialo-libérale (SPD-FDP) en 1969. Pour ce qui touche aux questions de politiques internes, ces deux partis avaient peu en commun et connaîtront beaucoup de difficultés à élaborer des compromis dès que la situation économique deviendra difficile. À notre avis, Braunthal n'a pas suffisamment insisté sur cette donnée fondamenta-

le pour expliquer la mince marge de manoeuvre des dirigeants sociaux-démocrates. Afin de continuer l'oeuvre de consolidation intérieure et extérieure de la jeune République fédérale, et de se maintenir au pouvoir, le chancelier Schmidt n'a pas hésité à faire des compromis avec les libéraux; paradoxalement, ceux-là mêmes qui de l'intérieur du SPD s'opposaient au chancelier social-démocrate, trop concilient et trop conservateur à leur goût, seront les premiers à déplorer sa défaite et la venue d'une nouvelle coalition conservatrice à Bonn (CDU-CSU et FDP).

Ces quelques réserves n'enlèvent rien à la richesse de cette étude, qui est non seulement nécessaire pour comprendre le SPD mais aussi utile comme modèle d'analyse de l'évolution de la plupart des partis politiques au pouvoir dans les démocraties occidentales. Cet ouvrage nous permet aussi de mieux saisir les transformations actuelles qui se produisent dans le SPD depuis qu'il est de retour dans l'opposition; en novembre 1983, le député Volker Rühle (CDU), faisait la remarque suivante: « La physionomie politique d'un parti peut aussi se révéler à partir de ses marginaux: hier c'étaient Coppik, Eppler et Lafontaine (gauche du SPD), aujourd'hui ce sont Schmidt, Matthöfer et Apel (anciens chancelier et ministres appartenant au centre-droit du SPD) ».¹

P. LÉTOURNEAU

*Département des sciences humaines
Collège Militaire Royal, St-Jean,
Province de Québec*

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES. *La compétitivité des industries de la Communauté*. Luxembourg, Commission des Communautés Européennes, 1982, 120 p.

Il s'agit d'un rapport rédigé par la Commission des Communautés Européennes à la demande du Parlement Européen et destiné à permettre une évaluation des performances

passées de l'Industrie Européenne et de ses perspectives d'avenir. Après une période de croissance rapide, on constate en effet depuis 1970 et plus encore 1973 une certaine érosion des performances de l'industrie de la CEE qui se traduit par de mauvais résultats en matière d'emploi en particulier. La comparaison avec d'autres régions développées comme les États-Unis et le Japon confirme cette médiocrité.

Le rapport comprend 85 pages et 5 annexes, réparties en 4 chapitres consacrés aux échanges commerciaux, aux coûts et aux taux de change, à l'industrie et enfin à la gestion des entreprises. Nous présenterons dans un premier temps le constat puis dans un deuxième temps les perspectives d'avenir.

I - Le Constat

La Communauté reste la première puissance commerciale du monde devant les États-Unis et le Japon. Elle a même amélioré sa position dans un certain nombre de secteurs comme les pièces pour automobiles, les appareils de télécommunication, la chimie organique. Néanmoins, la position de la CEE s'est légèrement affaiblie pour les seuls produits manufacturiers et elle a réajusté de mauvaises performances pour le fer et l'acier, l'automobile, les machines outils à métaux ou les circuits électroniques par exemple. En termes de spécialisation il apparaît que la Communauté est moins spécialisée dans ses échanges avec le reste du monde que ses grands partenaires. D'où la tentation de considérer qu'elle est insuffisamment spécialisée. En particulier on ne retrouve pas la montée de la spécialisation vers les industries de haute technologie constatée au Japon, bien que la classification donnée en Annexe 5 pour ces industries, nous semble trop large. La comparaison entre taux de change, taux de salaires et productivité se heurte aux difficultés méthodologiques habituelles en ce domaine. En matière d'investissement, la Communauté fait mieux que les États-Unis, mais moins bien que le Japon. Une des causes de cette stagnation est sans doute à chercher du côté de la baisse de la rentabilité du capital.

1. *Die Zeit*, 2 décembre 1983 (édition internationale).